

CAP B DU 1^{ER} AU 3 JUILLET 2026

RECOURS EN ÉVALUATION

Les nuages noirs s'amoncellent. Les bruits de bottes s'amplifient.

Jamais, depuis 1945, il n'y a eu autant de guerres.

Jamais, depuis 1945, l'extrême droite n'a exercé le pouvoir dans autant de pays : Italie, Argentine, États-Unis, Inde, Tunisie, Russie, Israël, Chili, République tchèque, Finlande, Colombie et Belgique dans des coalitions...

Cela ne se produit ni par magie ni par hasard. L'extrême droite arrive toujours au pouvoir grâce au soutien du capital ! Pourquoi ? Parce que le capitalisme est en train de muter. Nous passons du capitalisme néolibéral qui visait à mettre les États à son service, au capitalisme libertarien qui veut détruire l'État et supprimer toutes les règles.

Son objectif est clair : remplacer le droit par la loi du plus fort. C'est-à-dire la loi du plus riche.

Trois facteurs expliquent ce basculement : la question environnementale, la fin de la mondialisation néolibérale et la révolution technologique.

D'abord, la question environnementale : nous entrons dans un monde de rareté, les ressources ne sont pas infinies, le gâteau ne grossit plus, donc le capital, pour maintenir ses profits devient toujours plus prédateur.

Résultat, les rapports de classe s'exacerbent, le patronat refuse tout compromis. C'est cela qui alimente les tensions, les guerres, les conflits pour le gaz, le pétrole, les métaux rares, l'eau. Pour le capital, le greenwashing et le capitalisme vert, c'est déjà fini ! Place au climat scepticisme !

Deuxième facteur : la fin de la mondialisation néolibérale.

Rappelons-nous : quand nous défendions nos usines, on nous répondait que les ouvrières et ouvriers et l'industrie n'avaient pas d'avenir en France et qu'il était bien plus stratégique d'être donneurs d'ordre et de faire de la recherche et du développement.

Aujourd'hui, de plus en plus de pays du Sud ne se contentent plus d'être les ateliers du monde mais maîtrisent désormais l'ensemble des chaînes de valeur.

Le libre-échange, conçu pour servir les multinationales américaines, ne leur profite plus assez. Elles passent donc à la guerre commerciale – ou à la guerre tout court : soit le Venezuela livre du pétrole, soit le président est destitué ; soit le Groenland donne accès à ses minerais critiques, soit il est menacé d'annexion...

Troisième facteur : la révolution technologique. Le numérique et l'intelligence artificielle concentrent un pouvoir et des profits colossaux.

Pour les maximiser, la « Big Tech » cherche à supprimer toutes les régulations pour remplacer massivement le travail humain : véhicules autonomes, guerres par IA, surveillance de masse, IA remplaçant juges, médecins, enseignant-es, acteurs et actrices, psychologues.

Cela produit une « société Frankenstein » sans aucun contrôle humain avec une élite ultra riche qui exploite la planète. C'est cette « Big Tech », associée aux « Big Oil », qui a porté Trump au pouvoir – ne l'oublions pas !

L'extrême droite prospère sur le déclassement

Pour le capital, la démocratie est maintenant un problème. C'est la raison pour laquelle l'alliée indispensable du capital, c'est l'extrême droite. L'extrême droite se nourrit des impasses de la mondialisation néolibérale. Elle prospère sur le déclassement.

Le déclassement de notre pays, le déclassement du travail qui ne paye plus, le déclassement de nos industries qui ferment, des services publics qui se paupérisent, des territoires qui se désertifient...

Mais, pour éviter que la colère ne se retourne contre le capital, l'extrême droite désigne des boucs émissaires : les étranger-es, les prétendu-es « assisté-es », les personnes LGBTQIA+, les femmes, etc.

Et l'extrême droite se nourrit de l'absence d'alternative.

Elle s'installe. Lentement mais sûrement.

Chaque jour, l'étau se resserre.

Chaque jour, des digues sautent.

Chaque jour, on s'habitue à l'inacceptable.

Cela ne se passe pas seulement de l'autre côté de l'Atlantique mais aussi à côté de nous.

C'est le Parlement européen qui a approuvé, mercredi 17 juin, aux cris de « send them back » (renvoyez les) des députés européens de l'extrême droite, le règlement sur les retours des migrants déboutés du droit d'asile ; une réforme incluant la possibilité pour les pays de l'UE de nouer des accords pour installer des centres de rétention hors des frontières de l'Union.

Ce sont les nouveaux maires RN qui expulsent les syndicats, coupent les budgets des associations et des journaux qui osent les critiquer, suppriment les cérémonies de commémoration de la fin de l'esclavage ou d'hommage aux mineurs. **Comme si de rien était.**

Ce sont les agressions racistes et antisémites qui se banalisent dans l'indifférence.

C'est Bruno Retailleau et toute la droite conservatrice qui est prête à s'allier avec l'extrême droite face « au danger de la gauche »...

C'est Vincent Bolloré. Qui après avoir repris en main Canal +, I-Télé, le JDD, Europe 1, Prisma media, Fayard, Hachette et Relay, met au pas Grasset et s'attaque maintenant au cinéma français en rachetant UGC ! Le monde de la culture résiste : 240 auteurs et autrices claquent la porte, 4 000 professionnel·les du cinéma dénoncent le danger de sa mainmise. Et elles et ils sont blacklisté·es, dans l'indifférence du pouvoir.

Et c'est le Medef. Qui pour la première fois depuis 1945, traite le RN comme un parti comme les autres. Quelle déchéance morale ! Voilà ce qui arrive quand la seule boussole c'est l'argent !

Les masques tombent : la vraie idylle cachée de Jordan Bardella ce n'est pas la princesse des Deux-Siciles, c'est le Medef ! Bardella, ami des actionnaires et ennemi de la classe ouvrière ! Dans ce contexte, le pire danger, c'est la lâcheté ordinaire. L'idée qu'il faudrait s'adapter, composer et s'habituer. C'est exactement ce mécanisme qui permet, par petites touches, de banaliser ce qui ne devrait jamais l'être.

La CGT ne se laissera jamais anesthésier par l'extrême droite ! Soyons fier·es de la clarté et de la constance du positionnement de la CGT !

Pas de confusion, pas de relativisme. Le Rassemblement national n'est pas un parti comme les autres. Il remet en cause les fondements mêmes de notre République : l'égalité, le droit du sol, les libertés, l'État de droit. L'extrême droite ne doit jamais être mise dos à dos avec aucune autre force politique !

L'histoire nous l'a appris : si elle prend souvent le pouvoir par les urnes, elle fait tout pour ne jamais le rendre en s'attaquant à tous les contre-pouvoirs – justice, presse, monde de la culture, universitaires, syndicats !

Alors oui, il faut le dire et le répéter sans détour : l'extrême droite est la pire ennemie du monde du travail. Nous en avons malheureusement la preuve chaque jour. Les travailleuses et les travailleurs sont les premières victimes des guerres de l'internationale d'extrême droite.

Les prix flambent, les salaires stagnent, le budget de nos services publics et de la protection sociale est détourné pour financer l'industrie militaire.

Dans ce contexte d'inflation persistante et de gel du point d'indice qui amplifie encore plus la smicardisation des fonctionnaires, **la CGT Finances Publiques exige :**

-  Une revalorisation immédiate du point d'indice ;
-  Une refonte des grilles B et C pour rétablir la progression de carrière et garantir des pensions supérieures au SMIC ;
-  L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, notamment à travers la reconnaissance des professions à prédominance féminine.

Concernant notre administration, dans un contexte de grande souffrance au travail qui malheureusement a donné lieu à 19 suicides l'année dernière, **nous craignons le pire avec l'arrivée du NRP 2 à compter de 2027. Nous exigeons l'abandon de ce projet. La CGT Finances Publiques estime que les revendications des personnels doivent être entendues d'urgence.**

Cela passe par une amélioration immédiate des conditions de vie au travail :

-  Un plan de lutte contre les pratiques managériales pathogènes ;
-  Un engagement clair et réel de l'administration contre toutes les discriminations, notamment liées au handicap, à l'origine supposée, au genre et à l'orientation sexuelle ;
-  Un respect réel des agent·es des Finances Publiques dans leur travail, leur dignité et leurs compétences.

Ce respect induit d'ouvrir à toutes et à tous une vraie possibilité de faire carrière, de muter et de changer de métier. Aujourd'hui la disparition des règles de gestion avec la procédure du choix de plus en plus étendue et le nouveau système de comptabilisation des emplois génèrent arbitraire et opacité.

C'EST POURQUOI, LA CGT FINANCES PUBLIQUES EXIGE :

- 👉 Un retour à des mutations à l'ancienneté administrative ;
- 👉 L'application des règles de priorité dans tous les cas de figure ;
- 👉 Des possibilités de carrière offertes à toutes et tous, sans contrainte de servilité.

CONCERNANT L'ORDRE DU JOUR DE CETTE CAP :

Nous continuons de dénoncer la réforme de 2023 introduisant l'outil interministériel Estève,

L'évaluation professionnelle est aujourd'hui un élément clé dans le déroulement de carrière des agents, que cela soit par les listes d'aptitudes ou par la multiplication des postes au choix. Mais cette évaluation professionnelle est par nature subjective, étant réalisée par des N+1 donc des êtres humains ayant chacun leur vision du travail d'un agent. Pire, le premier niveau de recours se faisant au niveau du N+2 et non du département, l'harmonisation entre agents s'en retrouve affectée.

Ainsi pour deux agents réalisant les mêmes missions mais dans des services différents, l'évaluation et donc le déroulé de carrière différera grandement.

La CGT Finances Publiques est attachée au principe de la reconnaissance de la valeur professionnelle des agents qui doit s'opérer dans un contexte défini, sur des critères lisibles et objectifs, avec la prise en compte de la dimension collective du travail.

Pour la CGT Finances Publiques, les notations doivent être le reflet de l'investissement des collègues dans un contexte de suppressions d'emplois depuis plus de 20 ans et de restructurations incessantes.

La CGT Finances Publiques réaffirme son opposition à toutes formes d'individualisation de la rémunération liée au mérite et à l'évaluation. De nombreux retours d'expérience ont d'ailleurs permis de démontrer qu'une évaluation au mérite ne motive pas les agents mais au contraire, crée du ressentiment et des ambiances de travail anxiogènes.

- 👉 La suppression du système d'évaluation prévu par le décret de 2010 ;
- 👉 La suppression du RIFSEEP ;
- 👉 Un système de notation basé sur des critères objectifs permettant une réelle reconnaissance de la valeur professionnelle et établi sur la base de la détention d'un grade et d'un échelon et non sur une quelconque comparaison des agents entre eux.

DANS LE CADRE DU DISPOSITIF ACTUEL IMPOSÉ, NOUS REVENDIQUONS :

- 👉 L'abrogation du recours hiérarchique : pour la CGT finances publiques, l'obligation d'une procédure préalable de recours hiérarchique telle qu'introduite dans la réforme n'est pas acceptable dans son principe ; elle dépossède les CAP de leur rôle en laissant une place au discrétionnaire, voire à l'arbitraire.
- 👉 La neutralité de l'activité syndicale dans le déroulement de carrière de l'agent.

QUELQUES REMARQUES SUR CETTE CAMPAGNE ET LES PROBLÈMES RENCONTRÉS :

- 👉 Nous avons encore et toujours trop de dossiers qui révèlent des gros problèmes relationnels, une grande souffrance au travail voir même du harcèlement (et ça rejoint ce qui nous avons dit plus haut).
- 👉 Aucun cadre légal n'est prévu pour un agent en arrêt maladie pendant la période de délai légal de recours. Nous avons eu le cas d'un collègue qui était en arrêt maladie pendant le mois de délai légal et qui s'est vu opposer un refus de prise en compte de son recours au motif qu'il était hors délai lorsqu'il l'a déposé à son retour. Nous avons interpellé votre bureau et vous nous avez confirmé que rien n'était prévu dans ce cas.. Ca n'est pas acceptable. Un collègue en arrêt maladie doit voir le décompte du délai stoppé et doit pouvoir faire son recours à son retour
- 👉 Nous avons constaté un non respect de certains évaluateurs des décisions prises par la CAP l'année dernière par un retour aux mêmes écrits que ceux contestés l'année précédente et pour lesquels cette CAP avait acté des modifications. Si de tels dossiers venaient à remonter en CAPN nous attendons de votre part une réponse ferme.

 Enfin, pour information, nous vous signalons que certains retours écrits des décisions de la CAP sont parfois mal compris par les directions locales et nous avons dû intervenir 2 ou 3 fois (incompréhension en particulier quand une phrase est partiellement modifiée ou partiellement supprimée).

Cette semaine nous examinons 20 dossiers.

Nous apprécions ces séances plus courtes nous permettant d'avoir 2 jours de préparation pour 2 jours de CAP ce que nous revendiquons depuis longtemps ou d'avoir le temps équivalent de la CAP en préparation.

Enfin, nous voterons « Pour » la proposition lorsque la demande de l'agent sera satisfaite dans son intégralité.

A défaut, nous voterons « Contre » !